

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Silvio Berlusconi, Président du Conseil des ministres de la République italienne, notamment sur les relations franco-italiennes et sur la crise du système financier, à Rome le 24 février 2009.

M. SILVIO BERLUSCONI - Nous avons assisté avec beaucoup de joie à la signature de deux ententes importantes, de deux accords concrets qui sont au centre de cette rencontre bilatérale. Mais pour commencer je souhaite la bienvenue au Président SARKOZY, au Premier ministre FILLON, aux ministres français présents aujourd'hui aux côtés de nos ministres à ce sommet qui est le premier sommet de mon gouvernement avec le gouvernement français, un gouvernement ami.

Il y a d'abord eu une première réunion du Conseil de sécurité et de la défense. Nos ministres se sont rencontrés. Ils ont fait le point sur les relations qui existent entre nous, des relations extrêmement cordiales, dans tous les secteurs. Nous nous sommes rendus compte que nous pourrions faire beaucoup de choses, compte tenu du voisinage entre nos pays, de nos racines culturelles communes et de notre amitié.

Sur la base de l'entretien que j'ai eu avec M. SARKOZY, j'ai pu saisir cette intention qu'il a manifestée d'augmenter le nombre d'activités communes entre nos deux pays ainsi que notre présence en Europe. C'est sur ce point que nous nous sommes longuement entretenus. Nous partageons les mêmes positions. Nous l'avons vu lors de la réunion de Berlin, dimanche dernier. Nous travaillons avec nos collaborateurs pour arriver à une position identique en vue du conseil informel des chefs d'Etat et de gouvernement prévu à Bruxelles dimanche prochain, en préparation du G20. Nous avons une vision commune par rapport à un grand nombre de problèmes sur la façon dont nous désirons changer les règles générales ainsi que l'Union européenne et son fonctionnement. Je crois donc que nous pourrions faire un excellent travail avec de bons résultats.

C'est la première occasion publique d'adresser à M. SARKOZY des félicitations sincères quant à la gestion qu'il a su assurer du Conseil européen au cours des six mois de la Présidence française. Une gestion intelligente, déterminée, -intelligence dans le sens étymologique du terme-, une direction qui va à la racine même des problèmes et qui s'est concrétisée par des moments de grande importance comme quand nous sommes arrivés en tant qu'Europe à bloquer l'attaque de la Fédération de Russie contre la Géorgie. Et si cette attaque était allée jusqu'aux conséquences les plus extrêmes, à savoir l'attaque à la capitale et le renversement du Président, nous nous serions confrontés à une situation dramatique de divorce entre la Fédération de Russie, l'Europe, l'OTAN et les Etats-Unis avec le danger de revenir à la guerre froide. Voilà, il s'agit là d'une autre vision commune, faire en sorte que puissent renaître des collaborations cordiales entre les administrations de la Fédération de Russie et des Etats-Unis d'Amérique, parce que nous voudrions que la Russie fasse partie de l'Occident, et nous voudrions que les rapports avec la Fédération de Russie soient des rapports de collaboration et d'amitié. L'Occident a besoin de l'Amérique, mais l'Occident a aussi besoin de la Russie notamment en

tant que pays fournisseur de matière première et de combustible.

Un autre succès, vous le connaissez bien, c'est l'accord général entre les 27 pays sur le paquet climat et la sage décision de pouvoir vérifier ce paquet après la conférence qui se tiendra cette année à Copenhague avec la participation de tous les pays.

Avec le Président SARKOZY, nous avons commencé à travailler au prochain G8. Il s'agit d'ailleurs d'un G8 qui a commencé avec la réunion des ministres de l'Economie. Et nous serons à la Maddalena au mois de juillet pour la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement avec l'intention de celui qui a, pour la troisième fois, la responsabilité de présider le G8 et d'avoir la France à nos côtés pour convenir avec elle des sujets à mettre sur le tapis ainsi que leur ordre d'importance.

C'est un sujet important. Nous sommes déjà d'accord pour changer la formule des G8 en prévoyant une deuxième journée à laquelle participeront six pays importants dont l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, le Mexique et le Brésil. Nous avons décidé d'inviter comme représentant du monde arabo-musulman et africain, l'Egypte qui trouve en MOUBARAK un chef très écouté et très influent. Je vous rappelle qu'il est co-Président avec Nicolas SARKOZY de l'Union pour la Méditerranée, que nous avons lancée, à l'initiative du Président SARKOZY, il y a quelques mois à Paris. Deuxième journée. Nous aurons la représentation de 82% de l'économie mondiale, mais 63% des habitants du monde.

Troisième journée. Le G14 recevra et écoutera un continent que nous pouvons définir comme malade : malade de maladies, de pauvreté et de crises politiques continues qui causent tant de victimes humaines, surtout chez les enfants et les femmes, à savoir le continent africain.

Nous recevons le Président de l'Union africaine et les représentants des quatre ou cinq plus grands pays africains. Voilà donc ce que nous avons prévu jusqu'au mois de juillet. Sur beaucoup de points, nous nous sommes arrêtés ce matin, nous en avons déjà parlé au cours des rencontres précédentes et je peux dire que nous partageons presque entièrement nos positions. Nous avons bien sûr un très grand nombre de sujets de collaboration concrète et actuelle. Par exemple, nous travaillons ensemble au Liban. Nous sommes présents au Liban. Nos soldats travaillent ensemble et ici, ce matin, j'ai écouté le Président SARKOZY lancer une proposition, à savoir d'engager des formations de l'armée qui soient franco-italiennes.

Nous avons beaucoup de choses à faire. Nous avons abordé tous les secteurs avec les ministres et dans tous les secteurs, nous avons vu qu'il est possible de tirer partie de notre voisinage pour travailler, pour faire profiter nos deux pays et l'Europe dans son ensemble.

Donc, permettez-moi de renouveler au Président SARKOZY mes meilleurs remerciements pour être venu ici, à Rome, avec une représentation de haut niveau de son gouvernement. Je lui souhaite la plus chaleureuse bienvenue dans notre ville de Rome. Je crois qu'effectivement la possibilité que deux personnes qui se connaissent depuis longtemps, qui sont de vieux amis, guident leurs pays respectifs nous fait bien augurer de la possibilité d'une intégration supplémentaire de nos deux pays.

LE PRESIDENT - A mon tour, au nom de la délégation française et de François FILLON et des ministres, de te remercier pour trois choses.

La première, c'est que l'Italie porte la lourde responsabilité de présider le G8. C'est une décision historique que de consacrer tant de temps au futur sommet du G8 en G14 avec notamment l'invitation de l'Egypte. C'était un point très important pour la France. L'Italie réalise cette ambition, G8, G14. Un pays musulman, un pays arabe, qui participeront à nos décisions. Il va de soi que la France aidera de toutes ses forces l'Italie à faire de ce sommet un grand succès.

Deuxième remerciement : la Présidence française, merci pour tes appréciations. Je dois à la vérité de dire que jamais nous n'aurions pu obtenir l'accord entre les Géorgiens et les Russes si je n'avais pas pu bénéficier du soutien de Silvio BERLUSCONI, notamment dans les discussions avec Vladimir POUTINE, compte tenu des liens de confiance et d'amitié anciens qui vous unissent. C'est un bon exemple de travail en commun entre l'Italie et la France.

Troisièmement, cher Silvio, soit félicité de ce succès impressionnant en Sardaigne.

Heureusement que, parfois, quand on parle de toi dans la presse, on dit que tu n'es pas un

professionnel de la politique, qu'est-ce que cela serait si tu l'étais ! En tout cas, moi, je veux te dire qu'en France, on a regardé ce succès avec beaucoup d'intérêt, beaucoup de contentement et beaucoup d'admiration.

S'agissant du sommet italo-français, trois décisions concrètes. En général, ces sommets sont un peu des ritournelles.

Première décision très importante : le nucléaire. Si l'Italie devait confirmer le choix du retour dans le nucléaire, la France -parlant sous le contrôle de Jean-Louis BORLOO et bien sûr du Premier ministre- propose à l'Italie un partenariat sans limite. S'agissant du nucléaire, nous voulons développer une énergie propre avec vous, chers amis italiens. Cette collaboration, c'est bien sûr les centrales nucléaires, les participations capitalistiques dans la filière nucléaire, la formation des ingénieurs.

Nous voulons travailler avec vous, et ce que nous venons de signer c'est véritablement historique. Il faut d'ailleurs que l'Europe sache ce qu'elle veut. Si l'Europe veut respecter ses engagements à l'aube de 2020, l'Europe doit faire deux choses : développer massivement les énergies renouvelables, ce que nous allons faire, et développer le nucléaire.

Il n'y a personne de raisonnable qui puisse imaginer que l'on peut remplir les obligations de 2020 avec les seules énergies renouvelables. Personne ne peut défendre une idée pareille et la gémellité énergétique désormais entre l'Italie et la France est une très bonne nouvelle.

Naturellement dans les prochains sommets, l'Italie et la France défendront les mêmes idées.

Deuxième décision concrète, le transport. Nous fêtons le douloureux, je crois, 10e anniversaire du drame de Fréjus. Il a quand même fallu que nos gouvernements fassent un gros travail, des appels sur les travaux de Fréjus. Dans six semaines. Cela fait dix ans que l'on en parle, dans six semaines, c'est une décision concrète.

Je voudrais également dire à Silvio combien nous avons apprécié tous ses efforts pour convaincre les différentes municipalités sur le projet Lyon-Turin, auquel nous sommes attachés, comme sur le transport modal. Parce que le trafic entre l'Italie et la France s'est énormément développé et il ne peut pas se développer uniquement par des camions qui passent dans des tunnels qui, par ailleurs, ne sont pas aux normes. Donc on a décidé, je crois que c'est le tunnel de Tende, bref, deuxième contenu très fort.

Je voudrais également dire combien je suis très heureux que Xavier DARCOS et son homologue aient pu faire les homologations simultanées entre le baccalauréat français et son correspondant italien. Cela va faciliter la vie de beaucoup de gens qui ne comprenaient pas comment, entre deux pays européens, on n'avait pas le même diplôme en même temps.

Enfin, nous avons décidé avec Silvio BERLUSCONI, ensemble, l'Italie et la France, d'additionner nos efforts, disons-le très clairement, à quelques mois des élections européennes, pour changer l'Europe. L'Italie et la France, nous voulons changer l'Europe pour protéger les européens et pour tirer les conséquences de la crise. On veut sanctionner les paradis fiscaux, contrôler les « hedge funds », avoir de nouvelles règles de rémunérations des traders et des banquiers, je pense au bonus, avoir une politique industrielle et je salue d'ailleurs le travail de John ELKANN et d'Antoine BERNHEIM et de l'ensemble des chefs d'entreprises qui sont ici.

Une politique industrielle, ce n'est pas un gros mot. Que les Italiens veuillent aider l'industrie automobile italienne, tant mieux. Et que les Français veuillent le faire, tant mieux. J'observe que nous sommes rejoints dans le club puisque d'après les dernières nouvelles, je vois qu'en Allemagne et en Suède, on va finalement faire la même chose que ce que l'on a décidé en Italie et en France.

J'aurais préféré de beaucoup qu'il y ait une politique européenne coordonnée pour soutenir l'industrie automobile. Si nous ne l'avons pas fait, si nous avons été amenés à agir en bilatéral, c'est justement parce que cela ne se faisait pas en multilatéral européen, mais nous avons exactement la même vision et nous disons -je le dis sous le contrôle de Laurence PARISOT- nous avons une autre lecture des règles de la concurrence. Il faut de la concurrence, mais une concurrence pour faire des grands groupes européens, pas pour conduire la totalité de nos industries à se délocaliser et, dès dimanche prochain, l'Italie et la France parleront le même langage pour demander à l'Europe de prendre des décisions, des décisions fortes.

Vous savez le prix que j'attache à l'amitié avec les Etats-Unis, mais enfin, si les Etats-Unis défendent leurs agriculteurs comme ils les défendent, peut-être que nous aussi, en Europe, on peut le faire. Si les Etats-Unis défendent l'industrie comme ils l'a défendent -et ils ont raison- peut-être que nous aussi, on peut le faire. Ce que l'on demande, c'est moins de naïveté, plus de coordination, beaucoup plus de volontarisme. Et l'Italie et la France sont décidées à prendre leurs responsabilités pour parler d'une même voix et obtenir des résultats.

Enfin, dernier point, s'agissant de la Russie et de la nouvelle stratégie dans l'OTAN. -car l'Italie et la France demandent une nouvelle stratégie en matière d'OTAN, qui tienne compte du contexte international qui doit nous amener à réfléchir- et nous pensons qu'il faut créer un véritable espace commun avec la Russie, prendre au mot le Président MEDVEDEV et voir comment on peut assurer la sécurité, au sens large, de notre continent, au sens large.

C'est donc vous dire que nous avons une analyse diplomatique commune, une analyse politique commune, une analyse économique convergente et, naturellement, avec Christine ALBANEL, nous montrerons cet après-midi, que deux parmi les pays d'Europe à la richesse artistique et culturelle la plus forte, et touristique, nous pouvons aussi nous additionner pour faire en sorte que les trésors de l'Italie et les trésors de la France soient visités par davantage de touristes dans le monde. Comme l'a très bien dit le Président Silvio BERLUSCONI, au moins, de ce côté-là, on ne peut pas délocaliser.

Donc, Mesdames et Messieurs, le seul problème finalement, c'est qu'en Italie, quand on se met à table, il est 14H30 passé... ce qui est un problème quand même soluble !

Je vous remercie.

QUESTION - La France et l'Italie subissent de plein fouet la crise économique avec des attentes sociales très fortes. J'observe, malgré cela, que M. BERLUSCONI bénéficie d'une côte de confiance très élevée, il est même l'un des leaders européens les plus populaires. Tandis qu'en France, M. SARKOZY est plus à la peine dans les enquêtes d'opinion.

Comment expliquez-vous cette différence de situation et, M. BERLUSCONI, j'aimerais savoir quels conseils donneriez-vous à votre vieil ami, Nicolas SARKOZY, pour remonter dans les sondages ?

LE PRESIDENT - Pouvez-vous retirer le mot « vieux » s'il vous plaît ? Chacun a compris que c'était une question de fond qui montre à quel point M. JEUDY a été passionné par ce qu'a dit M. BERLUSCONI et par ce que je dis.

QUESTION - Bonjour, j'aimerais savoir si vous avez parlé en vue de la prochaine autorisation de Bruxelles du thème de la nationalisation des banques ou bien d'une possibilité différente, par exemple la création d'une « bad bank » pour la gestion des actifs toxiques ?

LE PRESIDENT - La situation du secteur financier est une situation très difficile et très complexe. Il se trouve qu'avec le Président BERLUSCONI, nous avons dit la même chose, en même temps, je crois me souvenir que c'était au mois d'octobre, et ce que nous avons dit, c'était la chose suivante : que nous prenions l'engagement, Etat italien comme Etat français, que pas un Italien ou pas un Français ne verrait ses économies ruinées du fait de la faillite d'un établissement bancaire. Quelques mois après, regardez l'Italie et regardez la France : pas un épargnant n'a été ruiné, pas un seul. Et nos établissements ne sont pas, et de loin, parmi ceux qui connaissent le plus de difficultés en Europe. Donc nous avons marché d'un même pas.

Aujourd'hui il y a des inquiétudes : est-ce que le plan de soutien financier aux banques américaines va réussir ? Est-ce que la situation de certaines banques d'Europe de l'Est ou d'Europe centrale va s'aggraver ? Est-ce qu'un certain nombre d'Etats ne vont pas être emportés dans la tourmente ? Ce sont des questions qui se posent. Un certain nombre de nos partenaires parlent de l'opportunité de faire une « bad bank », c'est-à-dire de sortir les actifs suspects pour les mettre dans un organisme. C'est la proposition qu'a faite M. Tim GEITHNER. Cette proposition n'a pas rassuré les marchés pour une raison simple, c'est qu'il n'a pas précisé les conditions d'évaluation des actifs, ce qui est quand même la grande question qui se pose. Nous avons défendu la même position avec M. BERLUSCONI à Berlin, cette position consiste à dire : attention, si certains font mettre en oeuvre ce processus, les autres seront-ils ou non de faire de

même ? Parce que cela créera des distorsions de concurrence entre des banques débarrassées de leurs actifs douteux et des banques qui garderaient leurs actifs douteux. Donc, nous disons que nous préférons une solution européenne. Si l'Italie et l'Europe doivent être les meilleures élèves de la classe européenne, alors montrons-le.

Enfin, dernier point, je voudrais dire à titre personnel ma prudence vis-à-vis d'un système qui a déjà été expérimenté en France -et dans quelle condition !- à la suite du Crédit Lyonnais qui a donné lieu à des années de polémique et de scandale. Partant, je considère que les garanties et les apports en capital des banques, c'est préférable. Si maintenant il devait y avoir une décision européenne, nous verrions à ce moment-là l'initiative qu'il y a lieu ou pas de prendre.

M. SILVIO BERLUSCONI - Je ne puis que qu'ajouter que l'hypothèse de nationalisation des banques, qui a bien sûr des raisons, à savoir que les Etats qui interviennent massivement dans le capital des banques se heurtent au système de gestion et n'ont pas la possibilité d'intervenir de façon efficace pour faire en sorte que les banques gardent les lignes de crédits précédentes au système des entreprises qui en subissent les conséquences. Et donc, dans un certain nombre de pays, il se peut que la décision d'aboutir à une nationalisation des banques soit une décision plus intéressante par rapport à l'idée de donner des fonds aux banques en laissant ces dernières ne pas faire leur métier, à savoir qu'elles ne prêtent pas d'argent aux acteurs de l'économie. Pour ce qui est de l'Italie, il s'agit là d'une solution qui n'a jamais été envisagée car notre système bancaire, heureusement, est un système très solide. Les Italiens sont un peuple qui fait beaucoup d'économies, d'épargnants, nous n'avons jamais couru l'aventure des titres, des actifs dits toxiques, et nous avons mis à disposition une somme importante, 10 à 12 milliards d'euros, pour accroître, le capital des banques. Et donc aujourd'hui aucune banque en Italie n'a eu besoin d'utiliser ces fonds, d'où la solidité de notre système bancaire.

QUESTION - Monsieur le Président, il y a une polémique qui débute en France au sujet de la nomination de François PEROL à la tête de la nouvelle entité bancaire, plusieurs personnalités politiques à gauche, au centre, se disent choquées, dénoncent ou soupçonnent un conflit d'intérêt. Quelle est votre réaction ?

LE PRESIDENT - D'abord le projet de fusion Banque populaire-Caisses d'épargne est un projet qui n'a pas été décidé par le Gouvernement, je me permets de vous le rappeler, mais qui a été décidé par les deux banques à la suite des problèmes qu'elles connaissent. Deuxièmement, la politique de nomination du Gouvernement est toujours fondée sur les mêmes critères : la compétence, la compétence et encore la compétence. J'observe que, lorsqu'il s'agit de nommer quelqu'un de compétent qui vient de la gauche, cela vous intéresse moins. Je ne peux pas nommer que des gens de gauche, mais en l'occurrence, ce n'est pas moi qui nommerait, puisque ce sont les conseils d'administration. Enfin, la Commission de déontologie a eu l'occasion de donner son point de vue. Ce point de vue a été communiqué aux deux banques et sera rendu public, et vous verrez qu'une fois de plus, c'est la différence entre une polémique et un problème. De problème, il n'y en a pas. Enfin dernier point : un certain nombre de personnalités de gauche n'étaient pas d'accord et un certain nombre de personnalité de gauche qui ont dit à quel point M. PEROL était compétent. Je pense que M. Jean-Louis BIANCO qui a été le Directeur de campagne de Madame Ségolène ROYAL, est une personnalité, à ma connaissance, de gauche. Il a indiqué que M. PEROL était un homme compétent et qu'il ne voyait pas ce qu'il y avait comme problème si jamais Banque populaire et Caisses d'épargne souhaitaient l'avoir comme Président. Et quant à M. CHARASSE, il a dit la même chose, et bien d'autres. Tout ceci, c'est de la polémique et je suis désolé pour nos amis italiens de devoir le préciser ici, à Rome.

QUESTION - Une question au Président BERLUSCONI. Pouvez-vous nous donner quelques précisions, quelques détails sur la coopération en matière nucléaire par exemple. L'Italie aura-t-elle ses propres sites nucléaires ?

M. SILVIO BERLUSCONI - Cet accord entraîne l'adoption d'une politique nucléaire partagée entre nos deux pays dans une perspective paritaire et à long terme. C'est en faisant preuve d'une grande générosité que la France s'est ouverte à nous, qui étions des acteurs du nucléaire dans les années 70 - nous avons deux centrales nucléaires qui allaient être complétées- mais une fois

de plus le fanatisme idéologique d'un parti politique nous a empêché d'aboutir à leur réalisation, à leur construction et à leur exploitation.

La France a aujourd'hui un système qui lui permet de produire presque 80% de son énergie en utilisant le nucléaire, avec deux conséquences. Premièrement, il s'agit d'une production d'énergie propre dans un système tout à fait sûr, et deuxième conséquence, la note que paient les ressortissants français est de presque la moitié de ce que paient les Italiens. Voilà pourquoi nous devons nous réveiller, comme l'a dit le Président SARKOZY. L'avenir de l'Europe n'est pas dans les combustibles fossiles mais dans les énergies renouvelables et nucléaires. Il faut nous adapter, il faut s'adapter et, ce faisant, nous pourrions contribuer en entrant au capital pour la réalisation d'autres centrales nucléaires, en France où ailleurs. Et puis il faudra bien sûr aborder la question de la construction et de la mise en œuvre de centrales nucléaires en Italie. Nous aurons avec nous, à nos côtés, nos amis Français qui ont mis à notre disposition leur savoir-faire ce qui leur permettra d'économiser plusieurs années de travail et de commencer la construction des centrales nucléaires très rapidement.

LE PRESIDENT - Je voudrais dire combien on est heureux qu'un grand industriel italien travaille aux côtés d'EDF, sur l'un des plus grands chantiers d'Europe qu'est Flamanville, pour la centrale nucléaire de la dernière génération qu'est l'EPR et nous travaillons avec un industriel italien sur cette technologie qui est la technologie de l'avenir. Nous voulons vraiment que le nucléaire devienne une affaire européenne et nous voulons des accords et des alliances avec vos entreprises, avec vos ingénieurs, avec vos techniciens pour développer cette filière d'avenir.

M. SILVIO BERLUSCONI - Et ceci vaut également pour tous les autres secteurs industriels italiens et français. Aujourd'hui, s'est réuni le premier forum de dialogue entre quarante industriels, chefs d'entreprises italiens et français. Je crois que ce forum a jeté les bases d'une coopération future qui sera sûrement très fructueuse pour nos deux pays.

Je remercie une fois de plus le Président SARKOZY et sa délégation, ainsi que tous les chefs d'entreprises français qui sont venus chez nous. Permettez-moi de conclure sur une note triste.

J'aimerais renouveler au Président SARKOZY, et à tous les Français ici présents, nos condoléances et toute notre douleur puisque, une fois de plus, le terrorisme international est un problème actuel et frappe des innocents. Et nous souhaitons formuler nos meilleurs vœux à tous les jeunes gens qui sont encore en danger.